



17 octobre - Journée mondiale du refus de la misère & parution du rapport annuel de l'Observatoire de l'accès aux droits et aux soins de la mission France de Médecins du Monde

TOUJOURS PLUS DE PERSONNES DELAISSEES PAR NOTRE SYSTEME DE SANTE

(Paris, le 16/10/17) À l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre, Médecins du Monde publie son 17^{ème} rapport annuel sur l'accès aux droits et aux soins des plus démunis en France. Ce rapport témoigne des difficultés persistantes rencontrées par les personnes en situation de précarité pour faire valoir leurs droits et se faire soigner. Malgré les promesses faites lors des récentes campagnes électorales, les populations en situation de précarité sont majoritairement oubliées des politiques de santé publique et notamment en termes de prévention, pourtant une des priorités du ministère.

« *Quand on ne sait pas où l'on va dormir le soir ou ce que l'on va manger, comment prendre soin de sa santé et entrer dans une démarche de prévention ?* » s'interroge le Dr Françoise Sivignon, Présidente de Médecins du Monde. **Les constats de nos 2254 intervenants, bénévoles ou salariés sur le terrain dans plus de 30 villes de France, sont alarmants.**

Couverture vaccinale

D'une manière générale, **les taux de couverture vaccinale des personnes reçues dans nos centres sont faibles** : moins d'une personne de plus de 15 ans sur deux est à jour pour le tétanos, la diphtérie, la polio et le BCG et moins d'une sur trois est à jour pour le ROR, la coqueluche et l'hépatite B.

Pour les enfants de moins de 15 ans, ces couvertures vaccinales sont un peu meilleures mais restent très insuffisantes au regard des objectifs de santé publique (taux de couverture de 95 %), qui permettraient de garantir une protection efficace à l'ensemble de la population.

Santé des femmes

Parmi les femmes de 25-65 ans rencontrées, seules **29 % ont indiqué avoir déjà réalisé un frottis cervico-vaginal** au cours de leur vie, soit trois fois moins qu'en population générale française et seules **12 % des femmes en âge de procréer ont indiqué utiliser une contraception**, soit 5 fois moins qu'en population générale.

Parmi les **femmes enceintes**, seules **5,3 %**, vues en consultation médicale, disposent de **droits ouverts à la couverture maladie au jour de leur 1^{re} visite dans nos centres, près de la moitié présentent un retard de suivi de grossesse et seules 40 % ont eu accès à des soins prénataux** au cours de la grossesse alors même que 14 % d'entre elles présentent des antécédents de grossesses pathologiques.

Les statuts sérologiques

En 2016, seuls 21 % des adultes accueillis en consultation médicale dans nos centres connaissaient leur statut sérologique pour les hépatites et 26 % pour le VIH.

Militant pour un accès aux droits pour tous, préalable à l'accès aux soins de santé, nous rappelons que le premier obstacle observé demeure l'absence de couverture maladie, les difficultés pour ces personnes de l'obtenir et d'en assurer la continuité.

Afin de donner à tous un accès effectif et continu aux soins et mettre fin à certaines attaques stigmatisantes, **nous demandons la suppression de l'Aide Médicale d'Etat (AME) pour les étrangers et son intégration dans le régime général de la Sécurité Sociale**. Cette mesure permettrait de lever un des

principaux obstacles aux **recours aux soins**. Or, les retards de soins représentent une des problématiques les plus fréquemment rencontrées par nos équipes.

Parallèlement, le **renforcement des structures de proximité**, telles que les PMI, et la garantie de leur pérennité sont indispensables pour répondre aux besoins sanitaires de ces populations. Pour les plus isolés, **des actions mobiles de santé** doivent également développées.

Ces évolutions doivent être intégrées dans l'élaboration de la stratégie nationale de santé dont la phase de concertation est en cours. La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté doit tenir compte de cet état des lieux si le gouvernement veut lutter efficacement contre le non-recours aux droits et proposer des mesures ambitieuses dans la lutte contre les inégalités.

Les députés se penchent ces jours-ci sur le projet de Loi de finances de la Sécurité sociale, le premier du quinquennat. « *Devant les renoncements aux soins des plus précaires, les député-ées doivent faire de l'accès aux soins des plus précaires une priorité, une réalité. Ils doivent répondre à cette urgence sociale dès ce budget*» conclut le Dr Françoise Sivignon.

Pour consulter le rapport et sa synthèse en ligne, cliquez [ici](#).

Contact presse

Lisa Veran

01 44 92 14 31 – lisa.veran@medecinsdumonde.net